

Peiner à recruter freine l'économie

Le retour du soleil. Et même de la croissance. L'économie repart sur les chapeaux de roues. Une page se tourne. Cette sortie du confinement remet aussi sur le devant de la scène des points de blocage déjà présents avant le Covid : la difficulté à recruter même quand le chômage reste élevé comme en France.

Partout, des entreprises cherchent de la main-d'œuvre. Aux États-Unis, 45 % des PME peinent à recruter. Le pourcentage est un peu moins élevé en Europe : 12 %. Il demande surtout à être précisé par secteur d'activité. En France, la restauration, le bâtiment mais aussi l'industrie ou certaines qualifications dans l'informatique, la sécurité des réseaux, sont à la peine. Ces difficultés pourraient être l'un des freins à une reprise plus soutenue.

On se souvient de la phrase du président de la République à l'adresse d'un ouvrier horticole en 2018. Emmanuel Macron l'avait invité à « traverser la rue » et cité une liste de métiers dont la restauration dans lesquels, il en était certain, des perspectives s'offraient à son interlocuteur. Si le propos était maladroit – on ne passe pas d'un claquement de doigts d'un métier à l'autre, pas plus qu'on ne renonce à une vocation sans un pincement au cœur – il était factuellement exact. Et cette question reste

d'actualité. Les objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO₂ (moins 55 % à l'horizon 2030), condamnent certaines entreprises et offrent dans le même temps de nouvelles opportunités. Comment construire des passerelles ?

Un travail d'intelligence collective

En tout cas, pas sans un nouveau bagage de qualification pour rester en activité. Il y a un travail d'intelligence collective à conduire pour développer de nouvelles activités. Nous entrons dans une phase où les formations et les reconversions professionnelles vont être centrales.

En lien avec les entreprises et les branches ainsi que Pôle emploi, les Régions sont appelées à jouer un rôle majeur pour coordonner, sur leurs territoires, les réponses à ces enjeux. Cela implique souvent de faire du sur-mesure en association avec d'autres acteurs. Exemple avec cette formation destinée à des réfugiés mise en place dans un centre de formation de l'UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie des Hauts-de-France) et intégrant cours de langue, passage du permis et accès à un logement facilité. Dans *La grande rupture* (Odile Jacob), Jean-Hervé Lorenzi et

Alain Villemeur, analysent les craquements de l'ordre ancien. L'économie se polarise et le fossé se creuse entre ceux qui accèdent à des métiers très qualifiés et les autres. « **La part de la population active condamnée à des emplois peu qualifiés augmente.** » Il n'y aura pas de retour de la croissance sans une meilleure prise en considération de cette question salariale, estiment-ils. Aux États-Unis, la chaîne de restauration rapide McDonald's vient d'augmenter de 10 % le salaire horaire.

La formation, le salaire ainsi que le logement sont trois des points de blocages qui expliquent les difficultés actuelles à recruter. S'y ajoute la représentation qu'on se fait des métiers. « **L'intelligence cognitive est devenue l'unique critère de la sélection méritocratique. La tête a pris le pouvoir au détriment de la main et du cœur** », observe David Goodhart dans *La lutte pour la dignité et le statut social au XXI^e siècle* (Les Arènes). Les métiers manuels comme ceux liés aux services à la personne ont besoin d'être regardés autrement. On peut se passer d'un trader. Pas d'un électricien ou d'une main attentive pour prendre soin des malades. L'aurait-on déjà oublié ?

(*) Journaliste en charge de l'économie à la rédaction *Ouest-France* de Paris.